

INDONÉSIE

Amnesty International et Human Rights Watch demandent la libération des prisonniers d'opinion
Index AI : AISA 21/60/98

Embargo : 4 juin 1998, 00H01 GMT

Dans un rapport publié aujourd'hui (jeudi 4 juin 1998), Amnesty International et Human Rights Watch ont affirmé leur soutien envers les groupes indonésiens de défense des droits humains, qui demandent que le gouvernement libère sans délai l'ensemble des prisonniers d'opinion et réexamine le bien-fondé des condamnations prononcées à l'encontre de tous les prisonniers politiques accusés d'avoir usé de violence.

« Le président Habibie a été porté au pouvoir par la vague de revendications en faveur de réformes radicales, ont déclaré les deux organisations. Il doit maintenant faire la preuve de son engagement en faveur des droits humains en libérant sur-le-champ un grand nombre de prisonniers, et en abrogeant les lois répressives qui ont été utilisées au cours des trois dernières décennies pour incarcérer des opposants pacifiques.

« Il convient de saluer la libération de quatre prisonniers politiques célèbres, mais des dizaines d'autres détenus sont toujours derrière les barreaux. Le président Habibie doit faire bien davantage s'il veut gagner la confiance des Indonésiens sur le programme de réformes de son gouvernement. »

Au moins 47 Indonésiens et Timorais de l'Est sont toujours incarcérés dans les prisons indonésiennes, en raison de leur opposition non violente au gouvernement de Suharto. Au nombre de ces détenus figurent cinq Timorais de l'Est accusés d'avoir organisé la marche du cinquantième de Santa Cruz, en novembre 1991, 12 étudiants emprisonnés pour leur appartenance à une organisation politique interdite, un dirigeant associatif de Tasikmalaya, plusieurs universitaires de l'Alech, ainsi que les organisateurs de manifestations pacifiques en faveur de l'indépendance de l'Irian Jaya.

Le gouvernement doit également libérer en priorité les treize hommes d'un certain âge qui avaient été emprisonnés en raison de leurs liens présumés avec un parti politique interdit, le Partai Komunis Indonesia (PKI, Parti communiste indonésien) ; certains d'entre eux sont incarcérés depuis plus de trente ans. Tous avaient été condamnés à l'issue de procès qui ne respectaient pas les normes internationales d'équité, et beaucoup sont atteints de graves problèmes de santé. Environ 170 personnes sont détenues en raison de leur participation présumée à des activités politiques violentes. Il s'agit notamment de personnes originaires de l'Alech, de l'Irian Jaya et du Timor oriental, trois régions en proie à des insurrections armées, ainsi que d'individus accusés de chercher à instaurer un État islamique. Selon les deux organisations de défense des droits humains, nombre de ces personnes ont été jugées et reconnues coupables sur la base d'informations arrachées sous la torture ou sans avoir pu bénéficier d'une assistance juridique appropriée.

« Le gouvernement de Habibie doit immédiatement prouver que de telles pratiques n'ont pas leur place dans une nation s'efforçant d'instaurer de véritables réformes, et qu'il est disposé à reconnaître les torts causés en autorisant le réexamen du bien-fondé des condamnations de ces détenus par un organe indépendant, conforme aux normes internationales d'équité et d'impartialité », ajoutent les deux organisations.

Amnesty International et Human Rights Watch ont également exhorté le gouvernement à multiplier

ses efforts en vue de retrouver les militants indonésiens qui ont "disparu", et à traduire en justice les responsables de la vague de "disparitions" observée avant les élections présidentielles de mars 1998.

Le rapport rédigé par Amnesty International et Human Rights Watch, Indonesia; Release Prisoners of Conscience Now [Indonésie. Libérez sans plus tarder les prisonniers d'opinion], en date du 4 juin 1998, contient des listes de prisonniers d'opinion et de détenus politiques incarcérés en Indonésie et au Timor oriental.

Vous pouvez vous procurer ce rapport, ainsi que sept listes, auprès du Secrétariat international de Londres (tél. 44 (0) 171 413 5661/5658/5653) et de Human Rights Watch/Asie (tél. 1 212 216 1228/1825).

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAL -